

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 23/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOLVAY Rhodia Opérations

site de Salindres
rue Jean Moulin
30340 SALINDRES

Code AIOT : 0006601578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement SOLVAY Rhodia Opérations implanté Quartier Usine 30340 SALINDRES. L'inspection a été annoncée le 18/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVAY Rhodia Opérations
- Quartier Usine 30340 SALINDRES
- Code AIOT : 0006601578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

La plate-forme de Salindres connaît une activité industrielle depuis la fin du XIXème siècle. Dans l'histoire de l'exploitation de cette plateforme les résidus de production (résidus de bauxite ou boues rouges, et sulfate de calcium majoritairement) ont historiquement été stockés dans plusieurs bassins de décantation situés à l'ouest de la plateforme chimique. Ces entreposages historiques ont généré une contamination des eaux souterraines de la nappe perchée dans les résidus qui impacte les eaux de surface en aval hydraulique. Dans ce contexte, l'inspection des installations classées a prescrit par arrêté préfectoral la mise en œuvre d'un plan de réhabilitation visant la suppression des impacts environnementaux sur les eaux de surface et souterraines.

L'objectif final de la réhabilitation consiste à arrêter l'infiltration des eaux pluviales au sein du massif de résidus et d'empêcher le contact direct des futurs usagers avec les résidus stockés et l'envol de poussières. Ainsi le tarissement progressif de la « nappe perchée » s'écoulant vers la rivière Arias devrait permettre de supprimer à terme les impacts sur les eaux de surface Arias et Avène, ces derniers provenant en partie du lessivage de la zone historique de dépôt de résidus et au final de rendre conforme à la Directive Cadre sur l'Eau de l'Union Européenne avant 2027 la qualité des eaux de l'Avène.

La remise en état de la zone des dépôts se fait en deux parties, par la société Pechiney Bâtiment (projet Montana qui concerne la zone principale de dépôt des résidus (B2, bassins adjacents et DIB) d'environ 30 ha) et par la société Rhodia Opérations (projet Arizona qui concerne les autres dépôts, zone dite PPFO, de près de 5 ha, situés dans la continuité de la précédente, coté nord). Le projet, dit Arizona, s'inscrit dans la continuité du projet Montana, et partage les mêmes objectifs. C'est bien la réalisation de ces deux projets complémentaires qui doit permettre d'atteindre les objectifs de réduction des impacts de ces dépôts historiques de déchets sur le milieu naturel.

Les opérations de réhabilitation liées au projet Arizona sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 16 août 2021. La présente inspection vise à vérifier certaines prescriptions de cet arrêté, notamment en terme de suivi environnemental, après le démarrage des travaux de réhabilitation au printemps dernier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance environnementale des opérations de réhabilitation dans le cadre du chantier Arizona : mesures de prévention des émissions dans l'air, dans l'eau et de surveillance environnementale des impacts liés au chantier.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention et surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Valeurs limites et quantification des émissions	Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.4 III	/	Sans objet
3	Contrôle de la qualité du traitement des boues du PPFO n°1	Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.4 V	/	Sans objet
4	Traitement des eaux issues des opérations de prétraitement	Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.5 III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection, après le démarrage des travaux de réhabilitation prévus dans le cadre du projet Arizona a permis de vérifier que les mesures de surveillance environnementales prescrites et nécessaires à la prévention des nuisances associées à ces opérations (émissions de polluants atmosphériques, odeurs principalement) ont bien été réalisées par l'exploitant. Les mesures techniques imposées par l'arrêté préfectoral et mises en oeuvre doivent permettre de limiter les émissions diffuses, notamment de composés organiques volatils. En particulier, le traitement des terres polluées est réalisé au sein d'une tente de confinement fonctionnant en dépression et dont

l'air est capté pour être traité avant rejet à l'atmosphère.

L'arrêté préfectoral impose également une surveillance de la qualité des rejets (air et eau) liés aux opérations du chantier, ainsi qu'une surveillance environnementale, notamment de la qualité de l'air. Les premiers résultats de cette surveillance montre un respect global des valeurs seuils de référence, sauf en ce qui concerne les retombées de poussières vis-à-vis de laquelle l'efficacité des actions correctives doit être suivie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention et surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rhodia Opérations établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des points de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les niveaux de particules dans l'air ambiant seront comparés à la valeur limite journalière de 50 µg/m ³ à ne pas dépasser plus de 35 jours/an. Pour les niveaux de retombées, l'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacun des points de surveillance. Un dispositif d'alerte en temps quasi réel est mis en œuvre pour le suivi des particules afin de limiter le nombre de dépassements de la valeur journalière. La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur la plateforme chimique de Salindres. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.
Constats : Ce suivi est réalisé par l'intermédiaire de 3 stations positionnées en limite de chantier au nord, au sud-est et au sud-ouest. Le suivi est réalisé en continu par capteur optique et les retombées par l'intermédiaire de plaquettes. Les résultats de cette surveillance sur les premiers mois du chantier ont été présentés. En ce qui concerne le suivi en continu, 10 dépassements ponctuels de la limite journalière de 35 µg/m ³ en limite nord du chantier ont été enregistrés. Ce nombre de dépassement reste à ce stade inférieur aux 35 jours par an. Pour ce qui concerne les retombées de poussières, des dépassements de l'objectif de 500mg/m ² /j ont été observés sur la seconde campagne trimestrielle sur les 3 points de surveillance. L'exploitant a mis en place des actions correctives pour limiter les émissions diffuses de poussières : renforcement de l'arrosage des pistes, du contrôle du bâchage des poids lourds, arrosage lors des épisode de déchargement et de reprise des matériaux. Le suivi de l'efficacité de ces actions correctives doit être confirmé lors de la prochaine campagne de surveillance des retombées dont les fréquences pourraient utilement être renforcées. Ces résultats seront transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Valeurs limites et quantification des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.4 III
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations de traitement des gaz résiduels doivent respecter les valeurs limites suivantes. L'exploitant, pendant la durée du chantier, quantifie les émissions canalisées et évalue les émissions diffuses des COV émis par les travaux de traitement des boues de bassin PPFO n°1, sur la base d'une méthodologie définie et éprouvée. Cette quantification et évaluation permettent de distinguer les émissions de chaque COV comportant des mentions de dangers de type cancérigène, mutagène ou reprotoxique. La concentration moyenne en COV diffus dans l'atmosphère, mesurée sous le vent à une distance comprise entre 50 et 100m du point d'excavation est inférieure à la valeur objectif de 1000 µg/m3.</p> <p>Constats : Au sein de la tente de confinement, les lots de terres sont positionnés au sein de box fermés. Chaque box bénéficie d'une aspiration pour capter les émanations d'effluents gazeux issues du traitement des terres. Ces effluents gazeux, principalement chargés en composés organiques volatils, sont ensuite dirigés vers une unité de traitement constituée : de deux étages de traitement sur charbons actifs montés en série et de filtres à poussières. L'unité de cryocondensation initialement prévue, n'a finalement pas été mise en place, à la suite d'une défaillance du fournisseur. Une mesure de surveillance de la qualité des rejets à l'atmosphère est réalisée en sortie de traitement : surveillance quotidienne par l'intermédiaire d'un PID (détecteur à photoionisation) et suivi hebdomadaire par prélèvement.</p> <p>Les mesures réalisées depuis le début du chantier en sortie de traitement sur charbons actifs respectent les valeurs limites fixées en moyenne, mais des dépassements ponctuels peuvent être observés lors de la montée en charge des charbons actifs.</p> <p>En ce qui concerne la surveillance environnementale les concentrations mesurées dans l'air ambiant respectent le seuil de 1000 µg/m3. Aucun dépassement n'a été relevé depuis le début du chantier.</p> <p>Durant la période estivale, les fortes chaleurs ont toutefois mis hors service les dispositifs de surveillance en continu par chromatographie en phase gazeuse. L'exploitant a alors mis en œuvre des mesures compensatoires et actions correctives (PID en continu et PID portatif) pour assurer cette surveillance.</p> <p>Pour réduire encore les émissions diffuses de COV, l'exploitant est en train de mettre en place une seconde tente de confinement qui servira à entreposer les lots traités mais n'atteignant pas encore les objectifs d'abattement des polluants. L'air de cette seconde tente est traité à l'identique de la première avec une extraction vers une unité de charbons actifs, en sortie de laquelle une surveillance des rejets sera réalisée.</p> <p>Observations : L'exploitant doit détailler les actions mises en œuvre pour prévenir les phénomènes de saturation des charbons actifs et garantir à tout moment le respect de la limite en concentration sur les émissions canalisées.</p> <p>Il doit également préciser les moyens déployés pour assurer la surveillance environnementale en continu en remplacement de la chromatographie en phase gazeuse, en justifiant de la bonne représentativité et équivalence des techniques mises en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle de la qualité du traitement des boues du PPFO n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.4 V
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement de la pollution des boues
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un suivi de la qualité est réalisé par une caractérisation initiale (boues brutes) et finale (boues traitées) de chaque lot de boues afin d'assurer l'atteinte de l'objectif minimal d'abattement fixé à 70%. Le programme analytique intégrera la mesure des composés volatils majoritairement présents dans les boues, à savoir, les COHV (trichloroéthylène, tétrachloroéthylène, dichlorométhane), le toluène, les chlorobenzènes et le trifluorométhylbenzène (TFMB). Les résultats analytiques sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le rendement global du traitement des boues réalisé depuis le début du chantier est de 74%, donc conforme à l'objectif assigné. L'analyse fine révèle toutefois une plus grande difficulté à abattre spécifiquement le dichlorobenzène (taux d'abattement de 63% alors que les autres polluants de type COHV présentent un abattement supérieur à 75 voire 90%).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traitement des eaux issues des opérations de prétraitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.5 III
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des effluents liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux polluées issues des opérations de traitement des boues de la zone PPFO n°1 sont constituées : - des eaux pluviales collectées dans le bassin PPFO n°1 - des eaux condensats issus de l'installation de traitement de l'air de la tente de confinement. Ces eaux sont collectées et font l'objet d'un traitement sur charbons actifs ou équivalent avant rejet. Ce dispositif de traitement est correctement dimensionné pour respecter les valeurs de rejets fixées au présent arrêté. Il fait l'objet d'un entretien régulier selon une procédure définie par l'exploitant. Ces eaux sont rejetées dans le respect des dispositions du présent article. En cas d'indisponibilité de l'installation de traitement, les rejets sont interrompus et les effluents évacués comme déchets selon une filière dûment autorisée. Les abords du chantier et notamment les voies de circulation entre le bassin B1 et la zone de traitement seront régulièrement nettoyées pour garantir l'absence de boues non traitées en dehors du bassin.
Constats : Les eaux pluviales polluées de la zone du bassin B1-PPFO sont collectées vers un bassin étanche temporaire qui a été aménagé. Ces eaux sont traitées sur une unité de charbons actifs. Les rejets sont réalisés vers les installations du GIE Chimie au sein de la plateforme chimique, par bâchées et après contrôle de leur qualité sur la base des paramètres et valeurs fixés dans l'arrêté préfectoral. Le volume récolté dans le bassin est encore insuffisant pour que le traitement prévu ait été sollicité et aucun rejet de ces eaux vers le GIE Chimie n'a été opéré. Il est à noter que, du fait de l'absence de mise en œuvre du système de cryocondensation des effluents gazeux de la tente de confinement, aucun condensat n'est généré par le procédé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet